

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

La crise redessine la carte de l'emploi

Les restructurations aggravent les inégalités territoriales
 Région par région, une étude exclusive fait le bilan des créations et des destructions d'emplois en 2009 dans l'industrie et les services



COLCANOPA

En France le taux de chômage augmentera probablement à nouveau en 2010, et pourrait s'approcher de 11% si la reprise tardait à venir», indiquait l'Organisation de coopération et de

Dossier

développement économiques (OCDE), le 16 septembre, dans ses Perspectives de l'emploi. La baisse de l'emploi, moins marquée qu'au début de l'année, se pour-

suit. L'Insee recensait, le 9 septembre, 17,9 millions de salariés au deuxième trimestre, soit un repli de 2,1% sur un an.

Mais, malgré la crise, des projets de création d'emplois d'envergure sont mis en œuvre, notamment par des entreprises capables de profiter des nouvelles opportunités dans les secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, de l'aéronautique... La hausse du chômage est d'abord la conséquence arithmétique de l'accroissement du solde négatif entre créations et destruc-

tions d'emplois, solde dont l'ampleur est en réalité extrêmement variable selon les régions.

France industrialisation et emploi (FI&E), cabinet de conseil spécialisé dans les restructurations, réalise dans le cadre d'une revue de presse permanente des annonces de création ou de destruction d'emplois en régions, une analyse du dynamisme des bassins d'emploi. « L'objectif est de définir les orientations optimales à donner aux projets de revitalisation », explique Michel Ghetti, PDG de FI&E.

« Le Monde Economie » a ainsi pu dresser, région par région de la métropole, la carte des soldes entre création et destruction d'emplois intervenues entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2009.

Il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif. Seules les entreprises de plus de 20 salariés de l'industrie et des services, les emplois en contrats à durée indéterminée ou déterminée (hors intérim) – celles qui pèsent le plus à l'échelon local – ont été retenues.

►►► Lire la suite page 4

Martin Wolf p. 2
 La Chine peut-elle sauver l'économie mondiale?

Management p. 3
 Le piège du sacrifice salarial, par Armand Hatchuel

Expertise p. 6



La neuvième édition du Prix du livre ressources humaines : un cru critique



Jean Pisani-Ferry
 Après la récession...

La crise n'est pas encore derrière nous, mais la logique de dépression qui avait marqué l'hiver a visiblement commencé à s'inverser. Les conditions financières se sont largement détendues et, même s'il est très difficile de savoir à quel degré ils sont mis en œuvre, les plans de relance ont commencé à avoir un effet. Quant au commerce international, dont la chute avait propagé la récession, il joue désormais le rôle de courroie de transmission de la reprise. Aussi insupportable que cela paraisse à ceux qui sont en passe de perdre leur emploi, il y a aujourd'hui des raisons d'envisager les perspectives immédiates avec confiance.

Il est donc temps de regarder un peu plus loin pour se demander quelle trace laissera la crise sur les années à venir. Mais, l'expérience n'incite pas à l'optimisme. De nombreux travaux récents, par exemple ceux du Fonds monétaire international (FMI), ont montré que les crises financières laissent des blessures profondes : non seulement la dette publique augmente fortement, non seulement les pertes de production des années de récession ne sont jamais rattrapées, mais le niveau d'activité se tasse durablement. Passés le choc de la crise et le rebond qui lui fait suite, la production s'établit en général sur une trajectoire de croissance parallèle à ce qu'elle était auparavant, mais un cran plus bas.

Les raisons du décrochage sont multiples. Pour une part, il résulte de la mise à l'écart permanente de travailleurs privés d'emploi – parfois encouragée par des préretraites – et du caractère structurel de la hausse du chômage. Les crises bouleversent la hiérarchie des secteurs et les reconversions se traduisent par un temps de recherche plus long entre l'emploi perdu et le nouvel emploi, donc en moyenne par un chômage plus élevé. Pour une part, il tient aux faillites d'entreprises et au fait que celles qui ont survécu ont coupé dans leurs investissements, réduisant ainsi le stock de capital disponible. Pour une part, enfin, il résulte de la contraction du secteur financier et du fait qu'un employé de ce secteur qui retrouve du travail ailleurs aura peut-être une utilité sociale plus grande, mais très certainement une productivité plus faible, au moins initialement. Au total, il est fréquent, après une crise bancaire grave, d'observer un décrochage permanent de l'ordre de 5 points de produit intérieur brut (PIB) ou plus.

Une telle marche d'escalier est sans beaucoup de conséquences pour une économie en croissance rapide : pour un pays émergent, ce ne sont souvent que quelques mois perdus. Mais pour les économies mûres d'Europe, 5 points représenteraient un recul de deux ou trois ans avec, à la clé, une chute des recettes fiscales, un trou budgétaire, l'austérité obligée, des conflits de répartition sur le partage du fardeau et, in fine, le risque d'un cercle vicieux de stagnation. Le danger pour ces pays est, demain, de s'affaisser encore plus sous le poids du fardeau hérité de la crise.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Conseil/Audit Page 9
 Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banques assurances
 ■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
 ■ Multiposte ■ Collectivités territoriales
 Pages 7 à 10

Consultez notre site: www.lemonde.fr

Le Monde
 Dossiers Documents 2,95 €

Communisme

Le rideau n'est pas tombé

Sciences

La psychanalyse s'est-elle dévoyée ?

Littératures

Koltès, un classique contemporain

NOUVEAU :
 la chronologie du mois avec toujours
 Les Clés de l'info

Pour préparer et réussir vos examens
www.lemonde.fr/dosdoc

Octobre 2009
 NOUVELLE FORMULE



Après la récession...

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Tous ne sont pas logés à la même enseigne. Compte tenu de la taille et de l'état du secteur financier, le problème est plus sérieux au Royaume-Uni qu'en France, où la récession aura été plus courte et moins prononcée. Il a toute chance d'être particulièrement sévère en Espagne, où la croissance reposait sur l'appel aux immigrants.

Mais les réactions à attendre ne sont pas non plus les mêmes. Les Européens gardent en mémoire les erreurs du passé : depuis le milieu des années 1970, tous les chocs subis par leurs économies se sont peu ou prou traduits par un tassement des perspectives, en général sans que les politiques économiques l'aient anticipé. Ils jurent qu'on ne les y reprendra plus, et s'arment pour des années de rigueur. Les Américains, qui n'ont pas connu les mêmes traumatismes, sont dans l'état d'esprit opposé. Ils ne croient pas à une hausse permanente du chômage, et s'attendent à ce que la reprise ramène l'économie sur sa trajectoire antérieure. Logiquement, ils se préparent à des efforts budgétaires plus limités.

Qui a raison, qui a tort ? Pour les Américains, le danger est de mésestimer l'ampleur de leurs problèmes, pour les Européens de s'enfermer dans la prophétie autoréalisatrice. Aucune de ces deux attitudes n'est productive. Les premiers devraient, pour une fois, accepter de tirer les leçons de l'expérience internationale.

Quant aux seconds, plutôt qu'un motif à la mélancolie, ils devraient faire de leur pessimisme un levier pour l'action. Du marché du travail à l'éducation, en passant par l'efficacité de la dépense publique et la reconstruction d'un système financier capable de soutenir le développement économique, ce ne sont pas les chantiers de réforme qui manquent si l'on veut relever le potentiel de croissance de nos économies. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe.

Courriel : chronique@pisani-ferry.net



Par Martin Wolf

La crise a réussi à la Chine. C'était évident lors du « Davos d'été », le Forum économique mondial qui s'est tenu à Dalian (Chine) début septembre. La confiance des Chinois était palpable. Mais aussi leur anxiété. Celui qui a le mieux exprimé cette ambivalence est le premier ministre Wen Jiabao. Il a déclaré à son auditoire que « cette crise financière mondiale sans précédent a coûté cher à l'économie chinoise. Pourtant nous avons su relever les défis et surmonter en toute confiance les difficultés ». Mais il a également reconnu que « la stabilisation et le redressement de l'économie chinoise ne sont encore ni stables, ni solides, ni équilibrés ».

Les données en provenance de Chine laissent à penser qu'en effet un vigoureux redressement est en cours. Au cours de la première moitié de cette année, a souligné le premier ministre, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,1%. Les prévisions consensuelles publiées en septembre indiquent pour l'économie chinoise une croissance de 8,3% en 2009 et de 9,4% en 2010. Le géant asiatique devrait devenir la deuxième économie du monde en 2010, même aux prix du marché.

Selon l'Economist Intelligence Unit, la demande intérieure pourrait connaître cette année une augmentation de 11,5% en termes réels. Une telle hausse était nécessaire. La consommation des ménages chinois devrait également croître de 9,3%.

Pourtant, comme toujours, la véritable locomotive, c'est l'investissement fixe réel. Or, d'après les prévisions, celui-ci devrait aug-

L'éclairage L'Occident compte sur la bonne santé de la croissance chinoise. Mais celle-ci restera fragile si Pékin ne rééquilibre pas son économie

Quand la Chine consommera

menter de 14,8% cette année, plus vite que le PIB au cours de neuf des dix dernières années.

Or, cette augmentation du taux d'investissement par rapport au PIB, qui était déjà à un niveau élevé, n'est pas une force mais une faiblesse. Il indique une baisse des retours sur investissement et risque d'entraîner une capacité excédentaire toujours plus grande. De surcroît, lorsque les taux de croissance finiront par retomber, l'effondrement de l'investissement creusera un énorme trou dans la demande.

La forte dépendance à l'égard de l'investissement n'est pas le seul écueil en vue. La hausse pro-

les pays) qu'il est difficile d'être sûr que cela marquera un tournant définitif. Beaucoup dépendra de la nature et du rythme du redressement mondial. Par ailleurs, la Chine continuera à présenter un excédent substantiel de sa balance des opérations courantes et à accroître ses réserves de devises, lesquelles sont déjà largement supérieures à ce dont elle a besoin pour se mettre à l'abri des mauvaises surprises. En juin, ces réserves atteignaient en effet 2132 milliards de dollars [1443 milliards d'euros], soit plus de 40% du PIB!

Il n'est guère étonnant que cette gigantesque exposition suscite la nervosité à Pékin. Mais person-

Comme le soulignent Morris Goldstein et Nicholas Lardy, du Peterson Institute for International Economics, dans une excellente étude publiée en juillet (*The Future of China's Exchange Rate Policy*), les politiques nécessaires pour y parvenir sont aussi celles qui permettront de rééquilibrer l'économie sur le long terme.

Il est en effet important de comprendre à quel point l'économie chinoise est aujourd'hui déséquilibrée : en 2007, la consommation individuelle représentait tout juste 35% du PIB. Dans le même temps, grâce à son excédent des opérations courantes, la Chine investissait 11% du PIB dans des avoirs étrangers à faible rendement. Songez à la pauvreté dans laquelle vivent encore des centaines de millions de Chinois, et que ce transfert net de ressources à l'étranger équivalait à un tiers de la consommation individuelle.

C'est là une situation indéfendable. Il est probable que Wen Jiabao lui-même en conviendrait. A Dalian, il a souligné que les autorités chinoises devraient « s'employer à restructurer l'économie et à accentuer leurs efforts pour améliorer le rôle de la demande intérieure, notamment la consommation finale des ménages, dans la relance de la croissance ». Une appréciation du taux de change réel, qui pourrait idéalement se réaliser par une hausse du taux de change nominal, serait utile. L'une des distorsions, et pas la moindre, de la situation actuelle est la nécessité de maintenir les taux d'intérêt à un faible niveau afin de refréner l'afflux de capitaux. Ce qui transforme d'énormes montants provenant des

revenus des ménages en profits pour les entreprises.

Les partenaires de la Chine ne soulèvent guère la question de la politique des taux de change. Les Chinois sont sans doute suffisamment puissants pour les en empêcher. Mais le président Hu Jintao ne manque pas de se plaindre du protectionnisme américain. Je suis de son avis. Je le serais encore plus, toutefois, si les interventions de la Chine sur les devises étrangères, combinées à la suppression de leurs effets monétaires naturels, ne constituaient pas une colossale subvention à ses exportations.

Le grand problème de la Chine, que cela lui plaise ou non – et il est évident même aux yeux du visiteur non initié que cela déplaît à de nombreux Chinois –, c'est que la croissance fulgurante des excédents des échanges commerciaux et des opérations courantes du milieu des années 2000 est un phénomène qui ne se reproduira plus.

Le rééquilibrage à court terme intervenu en 2009 grâce à une énorme expansion du crédit et à une hausse de l'investissement fixe ne peut être qu'un expédient temporaire. Il doit déboucher sur un rééquilibrage de l'économie chinoise vers la consommation. C'est dans l'intérêt de la Chine. C'est aussi dans l'intérêt d'une économie mondiale mieux équilibrée. Si l'évolution positive constatée cette année permet d'aller dans cette direction, la crise nous aura procuré un immense bénéfice à long terme. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Une appréciation du yuan est inévitable et souhaitable au cours des prochaines années

noncée du crédit et de la masse monétaire en est un autre. Beaucoup estiment que cela va fatalement entraîner une nouvelle vague de dettes pourries et de bulles d'actifs déstabilisantes.

Si la Chine semble s'être, pour l'instant, tirée d'affaire, a-t-elle aussi sauvé le monde ?

Le développement le plus encourageant est la contraction des excédents de la balance commerciale et de la balance des opérations courantes chinoises. Les exportations comme les importations ont subi une baisse brutale, les premières chutant de manière plus importante que les secondes.

Mais les échanges commerciaux de la Chine ont fait preuve d'une telle volatilité (comme ceux de tous

ne n'a demandé aux Chinois d'accumuler de telles réserves, au contraire : les responsables américains n'ont cessé, avec raison, de conseiller aux Chinois de faire exactement l'inverse. Ayant comblé ce qui m'apparaît comme une énorme erreur, le gouvernement chinois ne peut aujourd'hui compter que sur lui seul pour en assumer les conséquences.

Une appréciation de la monnaie chinoise est inévitable et souhaitable au cours des prochaines années. Plus longtemps les autorités chinoises s'y opposeront, plus grandes seront leurs pertes (et plus grandes seront les douleurs de l'ajustement). Ils doivent réduire ces pertes en cessant d'accumuler des réserves.



L'Aide fatale
Dambisa Moyo
Jean-Claude Lattès,
256 pages, 20 euros

Le livre

Clôture de la dictature

L'économiste zambienne Dambisa Moyo constate dans *L'Aide fatale* qu'« au cours des cinquante dernières années, les pays riches ont transféré en Afrique plus de 1000 milliards de dollars sous forme d'aide au développement ». Mais ces dollars « ont-ils amélioré le sort des peuples africains ? Non. L'aide a rendu plus pauvres les pauvres et a ralenti la croissance », poursuit-elle, passant en revue les raisons de l'échec des pays africains : environnement, facteurs historiques, tissu ethnolinguistique fragmenté, faiblesse des institutions politiques. Si ce constat est à peu près partagé par nombre d'économistes, le « nouveau modèle de financement du développement à l'usage des pays les plus pauvres » que propose alors l'auteur a suscité aux Etats-Unis une vive polémique qui a propulsé le livre dans la catégorie des best-sellers.

Ce n'est pas l'aide qui est responsable de la réussite du Botswana entre 1968 et 2001, affirme par exemple M^{me} Moyo, mais sa « politique favorisant l'économie de marché », écrit-elle. Elle soutient même la thèse que « la démocratie

peut être un obstacle au développement », comme en témoigne, écrit-elle, « le succès économique » du Chili de Pinochet ! « Dans un monde idéal, ce dont ont besoin les pays pauvres (...), c'est d'un dictateur bienveillant décidé à imposer les réformes nécessaires pour donner une impulsion à l'économie », écrit-elle. Parmi les effets pervers de l'aide, M^{me} Moyo pointe la corruption, la captation de la rente par les militaires, la réduction de l'épargne, l'inflation...

Quelles sont, selon l'auteur, les solutions pour développer l'Afrique ? « Une société civile qui fonctionne bien et un corps de citoyens politiquement responsables sont l'assise solide d'un développement viable dans le long terme », dans un « environnement à l'intérieur duquel le secteur privé pourra s'épanouir ». Elle se prononce aussi en faveur d'une augmentation de l'investissement direct étranger (IDE) – dont l'Afrique ne profite pas assez –, du développement de la microfinance, du commerce avec la Chine et les pays émergents et « d'institutions » soumises à « l'obligation de rendre des comptes ». ■

Pierre Julienne

Les acteurs de l'économie

Ernest Bourget, défenseur du droit d'auteur

Le concept de propriété intellectuelle suscite un débat permanent, qui a encore rebondi avec l'adoption de la loi Hadopi2 le 15 septembre par les députés. L'art est-il un bien public, ou relève-t-il de la propriété exclusive de son auteur ?

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les droits des compositeurs n'étaient pas reconnus. On pouvait entonner une ritournelle dans un café-concert sans que son auteur ne perçoive la moindre rémunération.

Sur ce sujet, deux visions s'affrontent. Le philosophe anglais John Locke puis l'économiste libéral Frédéric Bastiat réclament l'instauration d'un droit d'auteur perpétuel. Une création est un bien comme les autres. Elle a un prix, et reste la propriété de son auteur. De l'autre côté, Pascal, les philosophes des Lumières et l'économiste Léon Walras considéraient une œuvre comme un bien public. Elle participe ainsi au bien-être général, et doit être universelle.

Mais en l'absence de cadre juridique, les auteurs sont pillés. Les mieux lotis survivent grâce aux lar-

gesses d'un mécène, les autres courent après le cachet.

En France, il faut attendre le 3 juillet 1777 pour que la première société d'auteurs dramatiques soit créée, à l'initiative de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais. A partir de cette date, le concept de propriété intellectuelle prend forme. La Révolution affermit cette nouvelle notion avec le décret du 19 janvier 1791 sur « le droit de représentation » suivi d'un autre deux ans plus tard sur le droit d'auteur. Mais les musiciens ne sont toujours pas protégés.

Ernest Bourget ne l'entend pas de cette oreille. Auteur de chansons à succès, il écoute en 1847 avec ses amis, Victor Parizot et Paul Henrion, une chanteuse reprendre un de leurs titres au café-concert Les Ambassadeurs. En guise de rémunération, ils décident de ne pas régler leur consommation. Le patron de l'établissement leur intente un procès et, à la surprise générale, le tribunal déboute le plaignant.

Sur leur lancée, nos trois compères créent en 1850 un syndicat professionnel, qu'ils baptisent l'année d'après la Société des auteurs-com-

positeurs et éditeurs de musique (Sacem). Partie avec 221 sociétaires, la Sacem va très rapidement attirer les plus grands compositeurs comme Camille Saint-Saëns, Maurice Ravel ou Giuseppe Verdi, mais aussi les plus belles plumes de l'époque, de Victor Hugo à Jules Verne. La Sacem étend ses ramifications au niveau national puis international. Le 9 septembre 1886, la convention de Berne est ratifiée. Elle impose la protection internationale des œuvres musicales et littéraires. Le processus est lancé.

Innovation technique

La Sacem a une vocation juridique et économique : protéger les auteurs et leur permettre de vivre de leur art. Elle prendra une dimension sociale quand, en 1857, Gioacchino Rossini décide de reverser l'intégralité de ses droits à une caisse destinée aux créateurs nécessiteux. Depuis, cette institution mène une politique de soutien sans faille à la création musicale en soutenant les jeunes artistes.

Tout au long de ses cent cinquante ans d'existence, la Sacem relèvera le défi de l'innovation

technique. A la Belle Epoque, le gramophone bouleverse les habitudes ; la musique peut désormais s'écouter dans la sphère privée. Une série de procès permettront à la Sacem de s'adapter à cette évolution des pratiques en percevant ses droits directement auprès des maisons de disques. Par la suite, la Sacem saura négocier l'arrivée du cinéma, de la radio, de la télévision et du CD.

Aujourd'hui, avec le développement impressionnant des sites de partage de fichiers ou encore des radios en ligne, la Sacem doit relever un nouveau défi : Internet ne représente que 1% des droits collectés. Mais, pour la première fois, la Sacem a choisi de soutenir la voie de l'interdiction plutôt que d'adapter son modèle économique à la nouvelle donne technologique. Alors qu'un enfant peut aisément installer un crypteur d'adresse IP, les parlementaires s'obstinent à voter un arsenal répressif déjà obsolète. Un nouvel Ernest Bourget ne serait-il pas le bienvenu ? ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) d'Amiens.